

En signant le Manifeste ProMilès aux Invalides, le groupe privé devient le premier acteur de l'enseignement supérieur à s'engager aux côtés des armées et du patronat pour diffuser « l'esprit de défense ». Une démarche qui en dit long sur la manière dont la formation des talents est devenue un enjeu stratégique national.

C'est sous les ors de l'Hôtel des Invalides, lieu hautement symbolique de la mémoire militaire française, qu'**OMNES Education** a apposé sa signature au bas du **Manifeste ProMilès**, le 2 juin. Un geste qui n'a rien d'anodin : jusqu'ici réservée aux grands groupes industriels et technologiques, cette initiative accueille pour la première fois un établissement d'enseignement supérieur. Le groupe privé revendique ainsi le statut de pionnier d'un secteur appelé à jouer un rôle de plus en plus central dans la préparation des compétences dont le pays a besoin.

Lancé en 2022, ProMilès est porté conjointement par le MEDEF et l'état-major des armées. Son ambition : fédérer les acteurs économiques volontaires autour d'un objectif commun, la diffusion de l'esprit de défense et le renforcement de la cohésion nationale, dans une logique d'« *acculturation réciproque* » entre les armées, les entreprises et le monde civil. Le manifeste compte déjà dans ses rangs des poids lourds de l'industrie et de la technologie — Airbus, Dassault Aviation, Michelin, Thales, Schneider Electric, Société Générale ou encore Capgemini. En les rejoignant, OMNES Education vient combler un maillon jusqu'ici absent de cette chaîne : celui de la formation.

Quand la défense devient l'affaire de tous

L'arrivée d'un groupe d'enseignement supérieur dans ce cercle traduit une conviction de plus en plus partagée : les enjeux de défense ne se limitent plus aux casernes ni aux industriels spécialisés. Ils irriguent désormais des champs de compétences pluridisciplinaires : intelligence artificielle, cybersécurité, géopolitique, gestion de crise, analyse des risques, chaînes d'approvisionnement critiques, management de l'innovation, résilience organisationnelle.

« *Cette signature intervient dans un contexte marqué par une mobilisation nationale renforcée autour de la base industrielle et technologique de défense* », souligne Marc-Henri Desportes, président exécutif d'OMNES Education. « *À l'heure où les besoins en compétences critiques s'intensifient, le rôle de l'enseignement supérieur devient stratégique pour préparer les futurs ingénieurs, experts cyber, analystes géopolitiques, spécialistes de la supply chain et managers capables d'accompagner ces transformations.* »

Le propos résume le pari du groupe : faire de la salle de classe l'un des laboratoires de la souveraineté française. Une ambition qui suppose de repenser les approches pédagogiques afin que les étudiants ne se contentent pas de comprendre ces mutations, mais soient en mesure d'y contribuer concrètement.

Une dynamique déjà enclenchée

L'engagement n'est pas qu'une déclaration d'intention. Selon le groupe, plus de 300 étudiants sont déjà mobilisés dans des initiatives liées à l'esprit de défense, et plus de 800 ont manifesté cette année un intérêt marqué pour les secteurs de la défense, de la souveraineté et de la cybersécurité. Plus de 2 000 effectuent déjà un apprentissage ou un stage dans ces domaines ; preuve, pour OMNES Education, d'un ancrage opérationnel et non seulement théorique.

L'objectif affiché est plus vaste encore : à l'horizon 2030, le groupe entend sensibiliser l'ensemble de ses 40 000 étudiants à ces enjeux, toutes filières confondues. Un changement d'échelle qui s'appuie notamment sur [TechAway](#), dispositif déployé avec [Liora](#) (ex-DataScientest), chargé de former chaque année tous les étudiants aux compétences technologiques essentielles, à commencer par la cybersécurité.

La signature du manifeste vient par ailleurs formaliser une dynamique déjà à l'œuvre dans plusieurs écoles du groupe, implantées au plus près des grands bassins industriels stratégiques de la défense : Île-de-France, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Marseille et Lyon.

Trois écoles, trois façons de servir la souveraineté

Le dispositif se décline concrètement à travers le réseau d'établissements du groupe, chacun mobilisant ses propres expertises.

L'ECE, grande école d'ingénierie numérique, retrouve là une vocation ancienne. Née en 1919 autour des radiotransmissions, elle affiche aujourd'hui un positionnement structuré sur l'intelligence artificielle, la cybersécurité, les systèmes embarqués et les technologies critiques. Son [Intelligence Lab](#), plateforme dédiée à l'IA générative souveraine, permet aux étudiants d'expérimenter des cas d'usage liés aux systèmes critiques et à l'IA embarquée. L'école a aussi lancé une majeure « [Défense & Technologie](#) », conçue avec l'armée de l'Air et de l'Espace, et conduit plusieurs projets avec des unités militaires autour des drones, de l'automatisation cyber et des agents conversationnels autonomes en environnement isolé.

Du côté des écoles de commerce — [ESCE](#), [INSEEC Grande École](#) et [INSEEC MSc](#) —, l'enjeu se déplace vers la sécurisation des chaînes de valeur stratégiques. Commerce international, supply chain, management : les cursus intègrent progressivement les questions de sécurisation des flux critiques, de géoéconomie, de conformité et de résilience des chaînes d'approvisionnement. Objectif : former des diplômés capables de décrypter les dépendances industrielles et économiques qui structurent désormais la souveraineté.

HEIP, enfin, l'école des sciences politiques et des relations internationales, mise depuis plusieurs années sur une pédagogie immersive en milieu militaire. Exercices de simulation, ateliers de cyberdéfense, scénarios de gestion de crise et collaborations institutionnelles plongent les étudiants dans des environnements décisionnels complexes, où s'entremêlent sécurité, géopolitique, guerre informationnelle et gestion de crise. De quoi aiguïser leur capacité d'analyse et de décision « *sous contrainte* ».

Un signal pour tout un secteur

Au-delà du cas OMNES Education, cette signature pose une question de fond : celle de la place de l'enseignement supérieur dans l'effort national de défense. En se positionnant en éclaireur, le groupe ouvre une voie que d'autres établissements pourraient être tentés d'emprunter, à mesure que la demande en compétences critiques s'amplifie.

Créé en 1975, OMNES Education revendique cinquante ans d'expérience dans l'accompagnement des étudiants, de la formation à l'emploi. Le groupe, qui a investi 100 millions d'euros en quatre ans dans sa pédagogie, est implanté sur 22 campus en France et à l'international ; de Paris à Abidjan, en passant par Munich, Barcelone, Genève ou Londres. Il forme chaque année plus de 40 000 étudiants, dont 18 000 alternants et 10 000 cadres, et s'appuie sur un réseau de 15 000 entreprises partenaires et 215 000 anciens élèves.

Reste à transformer l'essai. Acculturer 40 000 étudiants à des enjeux aussi vastes que mouvants relève d'un chantier de longue haleine. Mais en franchissant le premier le seuil des Invalides, OMNES Education a, à tout le moins, marqué une frontière symbolique : celle qui sépare désormais le monde académique de l'effort collectif de souveraineté.